

**Conférence internationale  
de l'éducation  
41<sup>e</sup> session**

**Genève  
9-17 janvier 1989**

PARTIE IV

RECOMMANDATION N°76 AUX MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION  
CONCERNANT LA DIVERSIFICATION DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE  
FACE À LA SITUATION DE L'EMPLOI

Préambule

La Conférence internationale de l'éducation convoquée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Genève pour sa 41e session du 9 au 17 janvier 1989,

Rappelant les objectifs et la mission de l'Unesco clairement définis dans l'Acte constitutif, plus particulièrement en ce qui concerne l'éducation et la coopération culturelle internationale,

Rappelant les résolutions 24 C/4.1, 4.2 et 4.3, par lesquelles la Conférence générale a formulé des directives relatives à la conception et à la mise en œuvre des politiques de l'éducation, eu égard aux fonctions spécifiques du Bureau international d'éducation et de la 41e session de la Conférence internationale de l'éducation dans l'application des programmes de l'Unesco dans ce domaine,

Prenant note du paragraphe 15 de la décision 4.1 relative au troisième Plan à moyen terme, adoptée par le Conseil exécutif à sa 130e session, dans lequel le Conseil a estimé que la cohérence du champ majeur de programme "L'éducation et l'avenir" devrait être renforcée,

Reconnaissant la valeur de l'enseignement postsecondaire dans le développement et la mise en application de l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales ainsi que de l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales,

Notant la grande importance de l'amélioration du climat politique international et des initiatives des Etats membres qui s'efforcent de développer l'enseignement postsecondaire grâce aux ressources libérées par suite des progrès concrets réalisés sur la voie du désarmement et de la cessation des conflits régionaux,

Reconnaissant le rôle de l'enseignement postsecondaire dans l'accroissement des capacités intellectuelles, pratiques et créatrices au niveau individuel et collectif, ainsi que son importance en tant que facteur de promotion et d'accélération du développement culturel, socio-économique, scientifique et technologique dans toutes les sociétés contemporaines,

Soulignant que l'enseignement postsecondaire devrait contribuer à la fois à l'épanouissement complet de l'individu et à sa préparation à la vie active sur les plans culturel, social et économique,

Notant que la reconnaissance universelle du fait que l'éducation est un droit fondamental de l'individu et une condition préalable du progrès social a entraîné depuis une quarantaine d'années un développement sans précédent de l'éducation dans l'ensemble du monde, y compris de l'éducation au niveau postsecondaire,

Reconnaissant que la rapidité de l'évolution scientifique, technologique et socio-économique lance de nouveaux défis qui appellent à la fois l'extension et l'amélioration qualitative de l'enseignement postsecondaire, et en particulier des modifications des structures, en vue de répondre aux besoins de l'individu, du monde du travail et de la société tout entière,

Soulignant le rôle de l'enseignement postsecondaire dans la solution des problèmes mondiaux de l'humanité et l'élaboration de modèles de développement durable conformément aux recommandations de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement,

Notant que les structures et les programmes de l'enseignement postsecondaire font depuis de nombreuses années l'objet de réformes profondes ou de changements de moindre envergure à la fois pour en accroître l'efficacité, pour mieux l'adapter aux demandes de nouveaux groupes de population et pour diversifier ses filières et ses programmes en réponse aux besoins changeants du monde du travail,

Consciente toutefois du déséquilibre existant, dans de nombreux pays, entre l'offre et la demande de main-d'œuvre hautement qualifiée qui résulte, d'une part, de l'extension rapide des effectifs d'étudiants et, d'autre part, de leur formation insuffisamment adaptée aux besoins de l'économie ainsi que de la capacité d'absorption réduite de cette dernière,

Notant également que les problèmes du chômage et du sous-emploi frappent dans de nombreux pays l'ensemble de la population,

Consciente à cet égard de l'importance de prendre des mesures supplémentaires concrètes et soigneusement planifiées en vue d'assurer une meilleure adéquation quantitative et qualitative entre l'enseignement et la formation au niveau postsecondaire et l'emploi,

Reconnaissant que la diversification de l'enseignement postsecondaire est un moyen important de réaliser le double objectif qui consiste, d'une part, à former des personnes hautement qualifiées et ayant une éducation complète, et, d'autre part, à satisfaire les besoins culturels et éducatifs multiples des différentes communautés nationales et des divers groupes professionnels, groupes d'âge et autres groupes, ainsi que des individus, en vue de la création des conditions propres à favoriser le développement spirituel et la libre expression, l'humanisation et l'intellectualisation du travail, des contacts humains et des loisirs,

Convaincue que l'échange d'informations et de connaissances, y compris sur les expériences les plus novatrices des Etats membres en matière d'amélioration et de diversification de l'enseignement postsecondaire, compte tenu par ailleurs des nouvelles situations de l'emploi, contribuera considérablement à l'avancement idées et des pratiques dans un domaine vital pour le développement de toutes nations,

Considérant que les stratégies à adopter pour donner suite à la Recommandation dépendront du stade et du niveau de développement de chaque pays,

Eu égard aux conventions, recommandations et déclarations pertinentes adoptées à l'échelon international et plus particulièrement par l'Unesco,

Adopte le 17 janvier 1989, et soumet à l'examen des ministères chargés de l'enseignement postsecondaire et des autres instances et organismes compétents des divers Etats membres, des institutions du système des Nations Unies qui ont des responsabilités dans ce domaine et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales intéressées, la présente Recommandation.

#### A. PRINCIPES GENERAUX ET CONCEPTS CLES

1. L'enseignement postsecondaire est constitué par l'ensemble des enseignements et des formations, formelles et non formelles, et des systèmes de recherche assurés par les établissements tant universitaires que non universitaires et relevant aussi bien du secteur public que du secteur privé.

2. La diversification de l'enseignement postsecondaire résulte nécessairement du développement scientifique et technologique, de la nécessité de donner accès à ce niveau d'enseignement à tous, y compris de nouveaux groupes de population, et des nouvelles exigences de la situation de l'emploi. A son tour, elle influe sur le développement scientifique et technologique. Elle se manifeste par la création de nouvelles institutions, filières et disciplines et de nouvelles structures d'accueil ; elle touche profondément les objectifs, les contenus, les méthodes d'apprentissage, les procédures d'admission et de reconnaissance des études, ainsi que la gestion et les moyens de financement des établissements.

3. La diversification de l'enseignement postsecondaire devrait s'inspirer des principes généraux et des concepts clés suivants :

- (a) apporter une contribution active au développement culturel, socio-économique et technologique, promouvoir un développement durable, basé sur des fondements scientifiques, tout en tenant compte des spécificité nationales et de l'identité culturelle de chaque peuple ;
- (b) apporter une contribution constructive à la définition des perspectives de développement de l'enseignement postsecondaire et des moyens de le diversifier à la lumière des intérêts de l'humanité tout entière et des problèmes mondiaux, dans le règlement desquels l'enseignement postsecondaire est capable de jouer un rôle positif ;
- (c) assurer un enseignement, une formation et une recherche de haut niveau, ce qui devrait être considéré comme une tâche primordiale dans le contexte de l'expansion rapide des effectifs de l'enseignement postsecondaire ;
- (d) assurer, à tous ceux qui ont les capacités requises pour accéder à ce niveau d'enseignement, l'égalité des chances dans la préparation à la vie – et plus particulièrement à la vie professionnelle – et dans la participation aux diverses activités de la société ;
- (e) promouvoir l'épanouissement et le développement harmonieux de l'individu en réunissant les conditions nécessaires à sa formation intellectuelle, morale, professionnelle, spirituelle, physique, esthétique et sociale ;
- (f) viser à une meilleure adéquation à la fois quantitative et qualitative de l'enseignement dispensé aux exigences constamment renouvelées de la situation de l'emploi ;
- (g) associer davantage les différents partenaires sociaux et économiques au bon fonctionnement et au développement de ce niveau d'enseignement ;
- (h) accroître l'apport de l'enseignement postsecondaire, et surtout de l'université, au renforcement et à l'extension de l'éducation permanente ;
- (i) accroître la contribution de l'enseignement postsecondaire au développement d'autres niveaux et formes d'éducation dans la perspective d'une éducation permanente et notamment sa contribution aux actions de formation et de recherche visant la réduction massive du taux d'analphabétisme ;
- (j) encourager les universités et autres établissements d'enseignement supérieur à faire aussi fonction de centres d'enseignement individuel et à distance dans une perspective d'éducation permanente ;

- (k) promouvoir l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales ainsi que l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ;
- (l) contribuer à mettre en valeur la culture et l'identité culturelle de chaque pays ;
- (m) apporter une contribution à la solution des problèmes globaux auxquels fait face la société et à la coopération intellectuelle internationale
- (n) promouvoir la mobilité des enseignants et des étudiants à l'échelon international.

#### B. MESURES ET PROGRAMMES CONCRETS A L'ECHELON NATIONAL

4. Il conviendrait de réexaminer régulièrement les objectifs et les fonctions de l'enseignement postsecondaire pour s'assurer qu'ils répondent aux nouveaux besoins sociaux, économiques et culturel ainsi qu'à l'évolution technologique. Compte tenu des importants changements survenus dans la composition de la population étudiante, et pour rester en phase avec les progrès de la science et de la technologie et la transformation du marché du travail qui en est résultée, les institutions d'enseignement postsecondaire devraient adopter une structure plus souple et plus adaptable, en ce qui concerne notamment les critères; d'admission, la durée des études, les programmes d'enseignement, les méthodes pédagogiques et les normes et méthodes de formation pratique.

5. Les politiques appelées à régir l'enseignement postsecondaire dans les années 90 devraient tenir compte de l'évolution prévue jusqu'en l'an 2000 et au-delà, qui se traduira sans doute par des modifications radicales de l'effectif et de la composition de la main-d'œuvre, comportant de nombreuses incidences sur l'enseignement postsecondaire. Il faudrait également élaborer des solutions adéquates pour remédier au chômage découlant des applications de la technologie et de l'automatisation poussée de la production et des services, en ouvrant largement l'accès à l'éducation permanente et aux cours de recyclage.

6. Pour décider des ressources à affecter à l'enseignement postsecondaire et de la répartition de ces ressources entre les différents secteurs, disciplines et institutions, il convient d'accorder toute l'attention voulue aux objectifs à long terme, afin que cet enseignement puisse s'adapter à l'évolution des besoins et remplir sa mission fondamentale au sein de la société.

7. Il importe, à ce niveau d'enseignement, non seulement de promouvoir un partage plus équitable des moyens d'enseignement entre les jeunes et les travailleurs adultes, mais encore de veiller à étendre l'accès à ces moyens aux régions reculées ainsi qu'aux groupes marginaux, minoritaires et défavorisés et aux personnes handicapées, particulièrement par le biais de programmes de développement et d'organisations à l'échelon local. Les institutions d'enseignement postsecondaire devraient prendre les mesures nécessaires pour pouvoir accueillir les effectifs croissants d'étudiants de type non traditionnel, tels que les étudiants adultes à temps partiel, les étudiants de condition socio-économique modeste et les travailleurs ayant besoin d'être stimulés dans le cadre de cours de mise à jour de leurs connaissances, de perfectionnement ou de recyclage. Il est nécessaire, par ailleurs, de respecter le droit des populations des territoires qui subissent encore une occupation étrangère à une éducation adaptée à leurs besoins, et de préserver leur identité nationale et culturelle.

8. S'agissant de l'extension de l'enseignement postsecondaire, il conviendrait de s'attacher en priorité, dans l'enseignement comme dans la recherche, aux disciplines qui connaissent une évolution rapide du fait des progrès de la science et de la technologie, ainsi qu'à la satisfaction des besoins en main-d'œuvre et autres besoins essentiels de la société.

9. Dans le cadre des priorités nationales, un effort de planification ainsi que de coordination et d'harmonisation de la part des pouvoirs publics devrait assurer un développement ordonné de l'enseignement postsecondaire. Il conviendrait d'améliorer la cohérence de l'ensemble du système postsecondaire, notamment en ce qui concerne les universités et leurs relations avec les autres institutions à finalité professionnelle, afin d'assurer une meilleure complémentarité entre les différents types d'enseignement postsecondaire. A cet effet, il pourrait être opportun d'envisager la création de mécanismes de coordination permanente.

10. Une meilleure articulation et une meilleure continuité entre l'enseignement secondaire et l'enseignement postsecondaire devraient être recherchées. Il faudrait également prendre des mesures visant à accroître l'apport de l'enseignement postsecondaire aux autres niveaux d'enseignement, notamment en ce qui concerne la formation des personnels et le développement de la recherche pédagogique.

11. L'élaboration des politiques et des stratégies ainsi que la planification du développement de l'enseignement postsecondaire devraient impliquer un large processus de recherche, d'évaluation et de consultation, associant, outre les autorités responsables de cet enseignement, les représentants des différents secteurs de la vie socio-économique.

12. La planification de l'enseignement postsecondaire devrait, si possible, prendre en considération les prévisions concernant les futurs besoins en main-d'œuvre. Il serait souhaitable d'améliorer la qualité des prévisions des besoins en main-d'œuvre hautement qualifiée ; cette information devrait être régulièrement mise à la disposition des autorités responsables de l'enseignement postsecondaire.

13. Il serait souhaitable d'établir des critères multidimensionnels pour l'admission dans les établissements d'enseignement postsecondaire. Ces critères devraient avoir pour objet d'assurer l'équité, l'objectivité et la prise en considération de tous les facteurs, ainsi que l'équilibre entre les intérêts des individus et les besoins de la société.

14. Il est important que les aptitudes exigées par le secteur de l'emploi – notamment du fait de l'utilisation des ordinateurs et des technologies de l'information – telles que la polyvalence et l'adaptabilité, une large culture générale et technologique, l'aptitude à travailler en groupe, communiquer et coopérer, le sens des responsabilités et l'esprit d'initiative, le goût d'apprendre de manière autonome, etc., soient développées chez les futurs spécialistes.

15. Les programmes, les manuels et les méthodes d'enseignement et d'apprentissage devraient être régulièrement évalués, révisés et ajustés, et de nouvelles formes de pédagogie universitaire devraient être étudiées afin qu'ils soient adaptés aux changements des processus industriels, agricoles et sociaux, et suivent le rythme accéléré du progrès scientifique et technologique et l'évolution des savoirs et du savoir-faire qui en résulte. A cette fin, il faudrait, entre autres, rechercher pour chaque filière un équilibre optimal entre les enseignements et les formations de type général théorique et pratique, assurer aux étudiants des stages pratiques dans des entreprises ainsi qu'une alternance entre les périodes d'études et de travail. Les programmes interdisciplinaires et pluridisciplinaires devraient être

encouragés. Il est souhaitable que la formation théorique et pratique soit combinée dans la mesure du possible avec l'initiation des étudiants aux travaux de recherche et que les nouvelles options technologiques soient utilisées pour permettre aux étudiants d'acquérir des connaissances de façon autodirigée.

16. Il est important que les établissements d'enseignement postsecondaire organisent désormais leur enseignement en liaison avec les milieux professionnels. A cette fin, des représentants des secteurs économiques et sociaux pourraient être intégrés à titre de personnalités extérieures dans les conseils d'établissement, dans les comités d'experts chargés de l'élaboration des plans d'études et, le cas échéant, dans les jurys d'évaluation en fin d'études.

17. Il est souhaitable que les institutions d'enseignement postsecondaire engagent des spécialistes du monde du travail et des établissements de recherche comme enseignants et que des mesures législatives appropriées soient prises afin d'encourager un tel engagement.

18. Parallèlement, tout en veillant à ce qu'ils jouissent des meilleures conditions et des moyens appropriés pour l'accomplissement de leur mission, il faudrait offrir aux enseignants et formateurs titulaires des institutions d'enseignement postsecondaire, et notamment aux plus jeunes, la possibilité de se recycler de compléter leurs connaissances, de se mettre au diapason des progrès de la science et de la technologie dans les conditions réelles du processus de production. A cet fin, l'organisation de stages, dans les entreprises et dans les établissements de recherche, destinés aux enseignants et aux formateurs devrait être encouragée.

19. De façon générale, lors de la mise au point de politiques et de stratégies en matière d'enseignement postsecondaire, et en particulier, lors de la mise en place dans ce domaine de nouvelles filières ou de nouveaux programmes, la formation et le perfectionnement des enseignants, des éducateurs et autres catégories de personnel de l'éducation devraient être pris sérieusement en considération. La création d'institutions, filières ou programmes nouveaux devrait être accompagnée d'un encadrement adéquat en enseignants et en personnel auxiliaire qualifié.

20. Afin d'aboutir à une meilleure articulation et interpénétration entre l'enseignement, la formation, la production et la recherche, il est souhaitable de faciliter, par des mesures appropriées, l'établissement de relations de coopération entre les institutions d'enseignement postsecondaire, les entreprises et les établissements de recherche, relations mutuellement bénéfiques notamment en ce qui concerne la production, la diffusion et l'utilisation des connaissances. Il conviendrait aussi d'encourager une meilleure liaison entre les problèmes de la société et les thèmes de recherche de l'enseignement supérieur.

21. Des ressources matérielles et financières permettant le développement adéquat des infrastructures, des laboratoires, des équipements spécialisés et des bibliothèques devraient être assurées afin que le personnel et les étudiants restent motivés pour promouvoir une éducation de qualité. A cet égard, une contribution accrue de la part de différents secteurs socio-économiques serait souhaitable. Outre la recherche de nouvelles sources de financement, une attention particulière devrait être portée à la rationalisation des processus de mobilisation, d'affectation et d'utilisation des ressources disponibles ainsi qu'au renforcement de la coopération internationale et régionale pour la production d'équipements et de matériels peu coûteux destinés aux institutions d'enseignement et de recherche. Il conviendrait de renforcer et de moderniser les institutions existantes, plutôt que de favoriser la prolifération de nouvelles institutions.

22. Pour l'enseignement postsecondaire dans son ensemble, il importe de préserver l'autonomie universitaire et les libertés académiques, notamment :

- la liberté d'enseignement et de recherche scientifique ;
- la liberté d'expression, d'association et de publication ;
- le libre accès à toute publication.

L'exercice de ces libertés devrait être conforme aux Pactes internationaux relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels et aux droits civils et politiques adoptés le 16 décembre 1966.

23. L'évolution des rôles et des fonctions des établissements d'enseignement supérieur exige des changements importants au niveau de leur gestion. Il est souhaitable, à cet égard, de moderniser la gestion des institutions d'enseignement postsecondaire afin de renforcer leur efficacité et leur capacité d'utiliser des techniques nouvelles et du matériel et des méthodes perfectionnés qui leur permettent de prendre en temps voulu des décisions rationnelles. Il faudrait intensifier les recherches en cours sur la manière de rendre la gestion et l'administration de l'enseignement postsecondaire plus efficaces.

24. La diversification de l'enseignement postsecondaire, quelque opportune et souhaitable qu'elle soit, ne doit en aucun cas avoir pour effet d'abaisser le niveau de l'enseignement et de la formation postsecondaires. Il convient, en particulier, d'être prévenu des dangers d'une fragmentation excessive de la formation professionnelle qui risque de résulter d'une profusion de cours bon marché de qualité médiocre censés répondre aux "besoins immédiats" de la préparation à un métier. Il faut aussi mettre en garde contre le risque de voir l'enseignement supérieur, lorsqu'il fait appel au secteur industriel pour obtenir un appui financier, devenir l'objet de pressions excessives de la part des chefs d'entreprise.

25. Pour mener à bien la lutte contre le chômage et le sous-emploi des diplômés, des mesures concertées sont indispensables de la part de toutes les parties concernées : autorités gouvernementales, établissements d'enseignement postsecondaire, entreprises publiques et privées et autres organismes de la société.

26. Il est d'une importance fondamentale, en particulier dans les pays en développement, que les projets d'investissements industriels ou autres, ayant trait à l'éducation postsecondaire et faisant appel à de nouvelles technologies, ou impliquant l'utilisation de processus ou de matériels scientifiques nouveaux, soient évalués soigneusement, préalablement à leur mise en route, en particulier du point de vue des conditions effectives de transfert de la technologie et de l'information scientifique, ainsi que des incidences du programme d'investissement sur la formation et l'emploi.

27. Il est important d'améliorer l'efficacité des services d'information et d'orientation professionnelles. Il conviendrait notamment de développer l'information des étudiants, de manière à mieux les orienter vers les différentes filières de l'enseignement postsecondaire et à faciliter leur choix. Il est particulièrement souhaitable que des services spécialisés chargés de l'insertion des diplômés dans la vie professionnelle en fin de formation soient organisés.

28. La rapidité avec laquelle les savoirs et les techniques se périment exige que l'enseignement postsecondaire propose différents types de formation continue et de cours de recyclage. Les institutions d'enseignement postsecondaire devraient offrir à tous ceux qui sont déjà détenteurs d'un diplôme universitaire de base ou ont déjà une qualification professionnelle, la possibilité de se recycler, de se spécialiser ou de se reconvertir sans interrompre pour autant leurs activités



professionnelles. Elles devraient offrir à tous ceux qui ont achevé leur carrière professionnelle et à tous les adultes qui disposent de temps libre, la possibilité de rester en contact avec le monde de la science, des technologies nouvelles et de la culture pour leur permettre de continuer à participer de façon active au développement de leur société.

29. Il est opportun que les connaissances acquises dans le cadre du perfectionnement professionnel et de la formation continue soient attestées afin de permettre – sans discrimination – aux personnes qui en ont bénéficié d'améliorer éventuellement leur position et leur mobilité sur le marché de l'emploi sur la base de leurs nouvelles qualifications.

30. Il importe de renforcer les liens unissant l'enseignement postsecondaire à la collectivité et à la société qu'il sert, en ce qui concerne notamment : (a) la promotion de la recherche fondamentale et appliquée ainsi que les services de Conseil ; (b) la participation aux efforts de développement national ; (c) l'extension de l'accès des adultes à différentes formes d'enseignement ; (d) la participation aux efforts de démocratisation de l'enseignement, les groupes défavorisés devant faire l'objet d'une attention particulière ; (e) l'amélioration de la formation pratique des étudiants dans les entreprises ; (f) la mise à jour et l'amélioration continues des qualifications du personnel de l'enseignement postsecondaire.

31. Sur le plan de la recherche, les institutions d'enseignement postsecondaire, et particulièrement les universités, ont un grand rôle à jouer. Elles sont appelées à apporter une contribution majeure à la formation des chercheurs. Les recherches – et notamment la recherche fondamentale – étant souvent très coûteuses, ces institutions devraient mettre en commun leurs ressources, humaines ou autres, dans le cadre de projets coopératifs.

32. Des mesures devraient être prises pour éviter toute forme de discrimination, y compris toute distinction, exclusion, limitation ou préférence qui, fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la condition économique ou la naissance, a pour objet ou pour effet de détruire ou d'altérer l'égalité de traitement en matière d'enseignement. Dans ce but, il est indispensable de prendre des mesures afin d'assurer aux étudiants remplissant les conditions voulues et dont la situation économique l'exige, l'octroi de bourses, de crédits ou d'autres formes d'aide sociale et financière. Une attention spéciale devrait être accordée à la formation pour l'emploi des femmes et des jeunes filles. A cette fin, l'inscription des jeunes filles dans les filières scientifiques et techniques devrait être encouragée. Une plus large place devrait également être faite au recrutement de professeurs femmes dans l'enseignement postsecondaire.

33. L'enseignement à distance, les cours par correspondance et les cours du soir ainsi que d'autres formes d'enseignement postsecondaire à temps partiel devraient être encouragés et diversifiés pour mieux répondre aux intérêts relatifs à l'éducation et à la formation des divers groupes de population, notamment des travailleurs adultes. Une attention particulière devrait être accordée à l'amélioration de la qualité de cet enseignement.

34. L'enseignement postsecondaire devrait rendre tous les étudiants conscients des problèmes majeurs actuels et futurs auxquels sont confrontées de nos jours les communautés nationales et internationales, tels que les atteintes aux droits de l'homme, la course aux armements, le racisme, la détérioration de l'environnement physique et naturel et du patrimoine culturel, la persistance dans la majeure partie du monde de la pauvreté, de la faim, de la malnutrition, de l'analphabétisme, etc., et de toutes les formes d'exploitation, et stimuler leur volonté de contribuer efficacement à leur solution.

## C. COOPERATION REGIONALE ET INTERNATIONALE

35. Compte tenu de l'importance croissante de la diversification de l'enseignement postsecondaire face à la nouvelle situation de l'emploi, aux changements socio-économiques et aux défis que lancent perpétuellement les progrès de la science et de la technologie, une approche régionale et internationale concertée est indispensable pour aider les Etats membres à mieux s'acquitter de leur tâche quant au développement et à l'amélioration de cet enseignement.

36. Les Etats membres devraient prendre des mesures en vue de susciter un climat intellectuel et des conditions matérielles propres à favoriser la mobilité des enseignants, des étudiants, des chercheurs et des membres de professions intellectuelles et à contribuer à aplanir les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui retournent dans leur pays d'origine après avoir fait des études à l'étranger.

37. Les Etats membres devraient continuer à renforcer et à développer la coopération bilatérale, régionale et internationale, afin de mieux adapter l'enseignement postsecondaire aux besoins socio-économiques et apporter tout l'appui nécessaire aux centres de l'enseignement supérieur mis en place par l'Organisation des Nations Unies et l'Unesco, aux réseaux de coopération interuniversitaire pour la formation continue des personnels de l'enseignement supérieur, ainsi qu'aux programmes régionaux d'innovation éducative établis par l'Unesco dans la mesure où ces derniers s'appliquent à l'enseignement postsecondaire.

38. En raison de la diversité des expériences acquises, les Etats membres devraient amorcer ou développer, sur une base sous-régionale, régionale ou inter-régionale, la coopération institutionnelle indispensable pour la mise en œuvre et le renforcement de formes de diversification pertinentes pour la solution des problèmes de développement socio-économique.

39. Les divers centres d'excellence dans les domaines de la science et du savoir devraient être encouragés à trouver les moyens appropriés de participer à des actions visant à réduire l'écart qui existe entre les pays en matière de recherche et de technologie. Il conviendrait d'encourager la coopération internationale des scientifiques en vue de résoudre les problèmes humains qui se posent à l'échelle de la planète. Il est impératif que les scientifiques témoignent du sens des responsabilités en ce qui concerne leurs propres travaux, l'utilisation qui est faite de la science en général et le renforcement de la vocation humaniste de celle-ci.

40. L'Unesco, en tant qu'organisation internationale jouant un rôle moteur dans le domaine de l'éducation et de la science, devrait s'efforcer :

- (a) d'apporter un soutien technique à la conception et à la mise en œuvre des politiques et des réformes de structure, de filières et de programmes d'études, en vue de permettre une diversification et une amélioration de l'enseignement postsecondaire sous ses formes diverses et, dans ce domaine, faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les pays, renforcer les programmes d'innovation éducative et appuyer les réseaux qui ont des activités en la matière ;
- (b) de prendre particulièrement en considération les nombreuses et graves difficultés qu'ont les pays en développement à accéder aux sciences et technologies et à leur faire une place dans l'enseignement et la formation postsecondaires, à élargir l'éventail des emplois, ainsi qu'à utiliser de manière effective les technologies nouvelles ;
- (c) de favoriser les échanges d'administrateurs, d'enseignants et d'étudiants dans le cadre de la coopération entre les Etats membres et ainsi d'encourager la collaboration dans le domaine de la recherche et de la formation ;

- (d) de favoriser l'octroi plus fréquent de bourses de perfectionnement et de stages de recherche de courte durée au profit des pays en développement ;
- (e) de prendre les mesures nécessaires pour promouvoir l'application des conventions régionales sur la reconnaissance des études, grades et diplômes de l'enseignement supérieur qui ont été adoptées jusqu'ici sous l'égide de l'Unesco.

41. L'Unesco et, en son sein, le BIE et les centres régionaux pour l'enseignement supérieur qu'elle a établis ainsi que les organisations non gouvernementales spécialisées devraient également s'efforcer :

- (a) de fournir toute l'assistance possible, notamment en négociant l'apport de ressources extrabudgétaires, pour permettre aux pays en développement de mettre en œuvre les politiques et recommandations pratiques adoptées par la présente Conférence ;
- (b) d'intensifier l'échange, la synthèse et la diffusion d'informations et d'expériences sur l'enseignement postsecondaire et de promouvoir des projets coopératifs avec les partenaires appropriés au niveau des pays et des régions ;
- (c) de promouvoir des recherches et des études visant à diversifier et à améliorer l'enseignement postsecondaire, notamment en ce qui concerne les nouvelles modalités de reconnaissance des acquis ; d'élaborer des critères d'évaluation et de constituer une banque de données destinées à être diffusées dans les Etats membres et portant sur la définition du contenu de chaque étape de l'enseignement ;
- (d) dans le cadre de leurs programmes de documentation, d'accorder une place appropriée à l'enseignement postsecondaire, aux projets de réformes, d'amélioration et de diversification de cet enseignement et à toute autre information pertinente dans ce domaine, d'analyser les renseignements ainsi recueillis et de les mettre à la disposition des Etats membres ;
- (e) de mener des activités destinées à donner suite à la présente Conférence et de conseiller les Etats membres, sur leur demande, quant aux moyens d'appliquer la présente recommandation en fonction des réalités propres à chaque pays.

42. Le BIE, en coopération avec d'autres unités de l'Unesco, et en particulier les unités hors Siège, notamment les centres régionaux pour l'enseignement supérieur, ainsi qu'avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées, accordera encore plus de place à la production et à la diffusion de l'information relative à la diversification des systèmes d'enseignement postsecondaire ainsi qu'à la mise à disposition des expériences nationales ayant eu pour objet de rapprocher cet enseignement des besoins socio-économiques. Sur la base de telles informations et en plus des études déjà effectuées, le BIE entreprendra des études comparées et des études portant sur des expériences novatrices tentées dans ce domaine. En vue d'améliorer la communication et la comparabilité des informations statistiques concernant le développement et la diversification croissante de l'enseignement postsecondaire, il faudrait actualiser la classification internationale type de l'éducation pour ce qui est notamment de l'enseignement du troisième degré.

43. Lorsqu'il établira le troisième Plan à moyen terme, le Directeur général pourrait examiner s'il est souhaitable d'y inclure un plan d'action interdisciplinaire à l'échelon international, dans lequel pourrait s'insérer un programme mondial de l'Unesco sur le développement de l'enseignement postsecondaire visant à améliorer la qualité et la pertinence de cet enseignement, et qui tendrait à développer la coopération ainsi qu'à étudier et satisfaire les nouvelles exigences que la formation postsecondaire impose à l'enseignement secondaire, y compris en ce qui concerne la définition et l'application d'une conception du savoir dont le niveau qualitatif plus élevé et le contenu plus vaste, unissant les aspects cognitifs et les valeurs culturelles, répondent aux perspectives de développement de l'humanité dans le contexte du nouveau monde de l'information scientifique qui est en train de voir le jour. L'Unesco, de concert avec les Etats membres et les organisations internationales intéressés, est appelée à encourager la mise en place dans le domaine de l'enseignement postsecondaire de nouveaux mécanismes, structures et programmes de coopération – tel le projet de création de l'Université des peuples de l'Europe pour laquelle la quatrième Conférence des ministres des Etats membres de la région Europe a recommandé d'établir une étude de faisabilité – destinés à faire mieux comprendre la communauté des destins historiques de l'humanité, la valeur intrinsèque de la diversité culturelle des peuples et la nécessité d'œuvrer en commun en vue de mettre le potentiel de l'éducation de la science et de la formation postsecondaire au service de la recherche de solutions aux problèmes mondiaux et régionaux.

44. L'Unesco, en coopération avec d'autres organisations internationales, devrait renforcer les activités concernant l'éducation pour la compréhension, la coopération et la paix internationales et l'éducation relative aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, au développement durable et à la protection de l'environnement. Elle devrait également promouvoir, dans les Etats membres, des mesures de caractère novateur tendant à mettre en place ou à réaménager dans cette perspective les programmes de l'enseignement postsecondaire et à favoriser la révision et la mise à jour des livres et des moyens pédagogiques à cette fin.